

6 questions à Andrew Clark,

Paris School of Economics/École d'Économie de Paris (PSE)

Mars 2009

Préparation d'un article pour la revue *Idées*

1) Comment en êtes-vous venu à vous intéresser à ce nouveau champ de l'économie qu'est l'économie du bonheur?

Ceci est la faute de mon ancien directeur de thèse, Andrew Oswald ! Après ma thèse, soutenue à la LSE en 1989, nous avons tous les deux passé deux ans aux Etats-Unis. A mon retour, je suis allé à l'Université d'Essex, au moment de la naissance du British Household Panel Survey, une enquête de grande taille (environ 10 000 individus au début) où les mêmes individus étaient interviewés tous les ans.

Ma thèse portait sur le marché du travail et les négociations syndicales. Dans ce sujet, comme dans pas mal d'autres sujets en économie du marché du travail, ou bien en sciences sociales en général, l'idée d'un « salaire juste » ou de la comparaison des salaires apparaissait souvent. Mais jusque là, on n'avait que peu de preuves directes que les individus se sentaient lésés par un salaire relativement bas. C'est ce sujet qu'Andrew Oswald m'a proposé. Nous avons effectué une analyse de la satisfaction au travail de plus de 5000 salariés britanniques. Comme salaire de référence, nous avons construit une mesure statistique de « ce que les gens comme moi gagnent », c'est-à-dire le salaire des individus travaillant dans le même secteur et la même région, avec le même âge, sexe, niveau d'éducation, statut marital etcetera. Nous avons trouvé, dans une analyse statistique, que plus ce salaire de référence était élevé, moins les salariés étaient satisfaits, toutes choses égales par ailleurs.

Nous étions ravis de cette corrélation. Les éditeurs des revues académiques l'étaient beaucoup moins, y voyant une espèce de sous-psychologie non-digne de l'économie. Nous avons commencé à travailler sur ce projet fin 1991; l'article n'a été publié que cinq ans plus tard, après avoir été rejeté cinq fois. Maintenant, il est parmi mes articles les plus cités, mais on ne peut pas dire que mes débuts dans ce champ aient été faciles.

L'analyse dans ce premier article a soulevé un certain nombre d'autres questions (si on compare son revenu à celui d'autrui, compare-t-on également son chômage ou sa santé ?, ou bien pourquoi les femmes sont plus satisfaites au travail que les hommes, quand les postes des femmes sont souvent moins bien que ceux des hommes ?). Chaque année je me dis que je commence à arriver à la fin de l'analyse du bien-être, mais ce n'est jamais le cas.

2) Quelle est la spécificité de l'approche économique du bonheur?

Avant tout, l'approche économique s'appuie sur les données et l'analyse statistique. Cependant, ceci n'est pas spécifique à l'économie, et l'on trouve des analyses semblables en sociologie, psychologie et sciences politiques. En tant que tel, le bonheur est un sujet qui, plus peut-être que d'autres, tend à créer des liens entre les différentes sciences sociales. En tant qu'économiste, c'est un des aspects de l'économie du bonheur qui me rend particulièrement heureux moi-même.

3) D'après vos études, quels sont les principaux facteurs qui rendent les Européens heureux? Observe t-on une particularité française?

La grande majorité des analyses du bien-être (satisfaction, bonheur) ont été menées sur des données provenant des pays de l'OCDE. Dans ces données on trouve, de manière peut-être surprenante, que le revenu n'est pas la variable qui emporte tout. Les facteurs les plus importants, me semble-t-il, sont le chômage et la santé. Certaines études ont montré que les relations sociales sont primordiales, mais il faut garder en tête qu'il est très difficile de déterminer le sens de la causalité ici (je suis content parce que j'ai beaucoup d'amis ou je n'ai pas beaucoup d'amis parce que je ne suis pas quelqu'un d'heureux ?). D'autres articles ont insisté sur le rôle de la confiance (dans le gouvernement, dans les autres...).

En ce qui concerne la France, le taux de chômage n'a pas été parmi les plus bas en Europe depuis un moment. Pour la santé, c'est un peu compliqué. Les Français ne sont pas en mauvaise santé par rapport à d'autres pays, mais il me semble qu'ils croient qu'ils le sont. Enfin, là où les Français ont un mauvais score, c'est par rapport à la confiance, comme l'ont souligné Pierre Cahuc et Yann Algan¹. Dans un de mes articles récents, j'ai analysé l'effort fourni par les salariés. Dans les données de l'International Social Survey Programme (ISSP), on trouve une question « *I am willing to work harder than I have to in order to help the firm or organization I work for to succeed* ». Ceci est une mesure de réciprocité par rapport à l'entreprise où l'individu travaille. Parmi les 17 pays de l'OCDE que l'on a analysés, la France était en dernière position. Le manque de réciprocité par rapport aux autres, ou méfiance comme l'appellent Cahuc et Algan, est sans doute néfaste pour le bien-être.

4) Quelles recommandations en termes de politiques publiques pouvez-vous tirer de vos recherches?

Si l'on compare systématiquement son revenu à celui d'autrui, on se trouve dans un jeu à somme nulle (je gagne plus donc je suis content, mais le fait que je gagne plus vous rend malheureux). Il existe également un phénomène d'accoutumance : on s'habitue peu à peu à quelque chose qui nous semblait au début très satisfaisant (par exemple, une augmentation de salaire, ou une plus grande maison). Le but de l'économie politique serait donc de trouver des domaines où les phénomènes de « course aux armements » et d'accoutumance ne se produisent pas, ou moins. C'est dans ces domaines que la politique publique peut augmenter le bien-être de façon durable. De manière très concrète, le bien-être nous permet d'évaluer certaines politiques publiques. Par exemple, combien d'argent faut-il pour compenser le bruit pour les individus qui habitent près d'un aéroport? Une analyse statistique démontre que le bien-être individuel augmente avec l'argent, comme on peut imaginer, mais diminue avec les décibels auxquels l'individu est exposé à la maison. En comparant la taille de ces deux effets (argent contre décibels), nous avons une idée de combien chaque décibel « coûte » en termes d'Euros. On peut également voir si l'insonorisation vaut la peine, en comparant la réduction en décibels au coût d'insonorisation, les deux exprimés en termes de bien-être.

¹ CAHUC, P. et ALGAN Y., (2007) *La société de défiance : comment le modèle social français s'auto-détruit*, CEPREMAP, Éditions de la rue d'Ulm

5) Quelles questions soulevées par l'étude économique du bonheur reste t-il à explorer?

Presque toutes! Ci-dessus, j'ai mentionné les phénomènes de comparaison sociale et d'accoutumance dans divers domaines de la vie. On n'en sait toujours pas assez sur ceux-ci: est-ce que l'on s'habitue à une mauvaise santé? Se compare-t-on sur la question du mariage? Beaucoup de questions restent ouvertes.

D'ailleurs, presque toutes les études ont été menées avec des données provenant des pays développés. Il nous reste beaucoup à découvrir sur le bien-être dans les pays en voie de développement.

6) Que pensez-vous de la création d'une science du bonheur, au sens où l'entend Sir Richard Layard?

Je suis totalement pour. Il reste néanmoins des problèmes majeurs. Dans un premier temps, comment mesurer le bien-être? Ensuite, le problème de « l'esclave heureux » d'Amartya Sen, qui s'est habitué à sa situation, et n'est pas moins heureux qu'un être libre. Doit-on conclure que l'esclavage n'est pas grave? Le bonheur mesure-t-il tout ce qui est important dans la vie? Nous ne sommes pas à la fin de nos recherches, mais les questions qui sont posées sont fascinantes, et d'une importance indéniable.

Propos recueillis par Pauline Gandré, Masterante en économie à l'ENS-LSH, pour être intégrés dans un article de la revue *Idées* (CNDP) à paraître à l'été 2009, sur la conférence des Journées de l'économie sur « le bonheur »